



Déclaration liminaire CGT à la F3SCT Central Ville de Paris 11 décembre 2024

Dans une France ébranlée par des crises sociales et climatiques sans précédent, la classe ouvrière- Trop souvent trahie, marginalisée ou simplement ignorée, a pourtant souvent porté son espoir vers des politiques progressistes. Cet espoir, fragile mais sincère, repose sur une attente forte : rompre avec les renoncements du passé et résister fermement aux séductions du macronisme et de son modèle néolibéral destructeur. Le paysage politique actuel est un champ de bataille. Face aux alliances contre nature, à la montée d'une droite de plus en plus réactionnaire et à l'aggravation des inégalités, l'unité des travailleurs est une nécessité historique. Il s'agit-d'un impératif pour défendre nos conquies sociaux, protéger les travailleurs, et garantir un avenir à toutes celles et ceux que le néolibéralisme a laissés au bord du chemin.

Dans ce contexte, la CGT se tient en première ligne pour riposter aux attaques du gouvernement. Nous avons combattu les réformes antisociales imposées par des ministres comme Guillaume Kasbarian, dont les politiques ont aggravé les conditions de vie des travailleurs. Alors que l'inflation écrase les ménages, que les fins de mois deviennent impossibles à boucler, nous portons haut nos revendications : l'augmentation des salaires, la défense des services publics, et la protection des droits des travailleurs face à un pouvoir sourd à leurs souffrances.

Pour la fonction publique, la mécanique est imparable et s'accélère depuis cette loi de Transformation de la Fonction publique (pendant de la loi El Khomri) : introduction du CDI, codification des statuts. Il s'agit, avec la remise en cause des garanties du statut, d'accélérer encore plus les privatisations ou les délégations de service public. Cela prépare une dégringolade de la qualité du service rendu aux usager.es. Dégringolade déjà bien entamée puisqu'on accepte ici ou là un service rendu en mode dégradé, à tel point que c'est même la Défenseuse des droits qui en vient à interpellier le gouvernement en indiquant que l'égalité d'accès aux services publics était remise en cause parce qu'inégale sur l'ensemble du territoire. En ne rompant pas avec les politiques libérales initiées depuis plusieurs décennies, bien au contraire, le gouvernement refuse de répondre aux défis sociaux, économiques, environnementaux pour ne pas créer les conditions d'une autre répartition, d'une autre appropriation de la valeur ajoutée et des richesses produites par le monde du travail.

Pour préserver les intérêts du capital (145 milliards d'euros de profits pour les entreprises du CAC 40 en 2023), le gouvernement initie des coupes budgétaires conséquentes et brutales dans les crédits alloués au fonctionnement des services publics, qui a des conséquences dans le quotidien des salariés, dégradations des conditions de travail, RPS, et surtout, pour les usagers. Pourtant, les cicatrices du passé demeurent. Depuis l'ère Hollande, une partie de la gauche s'est compromise dans des alliances avec les libéraux et les centristes, ouvrant la voie à la montée d'un Emmanuel Macron dont la politique continue de saper les fondements mêmes de la justice sociale. Aujourd'hui encore, certains prônent un "réalisme politique", proposant d'abandonner les luttes radicales pour pactiser avec un centre et une droite qui restent, malgré leurs discours "pragmatiques", profondément antisociaux.

Mais nous, à la CGT, affirmons que ce réalisme est un leurre, un piège. Le macronisme, dans sa logique néolibérale, est l'antithèse du progrès social. Dans ce contexte, la CGT représente une lueur d'espoir face à l'hégémonie néolibérale et à la dérive autoritaire de la droite. Cet espoir repose sur son enracinement dans les luttes, sa capacité à fédérer autour de la justice sociale, de l'écologie, et des droits fondamentaux. Nous le savons, la classe ouvrière n'attend pas des miracles. Elle demande des réponses concrètes à ses besoins : des emplois dignes, des logements accessibles, une santé et une éducation de qualité, et surtout, un avenir.

Ce dont les travailleurs ont besoin, c'est d'un front syndical uni, résolu à renverser l'ordre établi, à redistribuer les richesses et à rendre le pouvoir au peuple. Nous appelons tous les acteurs syndicaux à rester fermes sur la répartition des richesses, la justice sociale, et l'égalité réelle. Ce sont ces valeurs, et elles seules, qui redonneront espoir à celles et ceux qui n'en ont plus.

Ensemble, portons haut nos revendications et rappelons que la victoire se construit dans la fidélité à nos principes et dans notre solidarité avec la classe ouvrière.